

Madame la Directrice Académique,

François Bayrou, 1^{er} ministre d'un gouvernement en sursis et aux abois, enchaîne les conférences de presse pour tenter de nous vendre son plan d'austérité budgétaire, nous accusant par la même occasion d'en être les premiers responsables.

Son plan de 44 milliards de réduction des dépenses publiques et sociales est un plan de régression sociale sans précédent : gel des salaires des fonctionnaires, des minima sociaux, gel des prestations sociales, suppression de 2 jours fériés, suppression de l'abattement fiscal de 10% pour les retraités, suppression de 3000 emplois dans la Fonction Publique, augmentation des franchises et forfaits non-remboursés sur les actes médicaux...

C'est inacceptable !

De l'argent, il y en a : chaque année, 210 milliards d'aides fiscales et d'exemptions de cotisations sociales, sans contrepartie, sont attribués aux entreprises, 414 milliards d'euros vont financer les dépenses d'armement (loi de programmation 2024-2030), les actionnaires du CAC 40 ont reçu, en 2024, 100 milliards d'euros de dividendes, devenant ainsi les réels assistés de notre système. Retenons que le patrimoine cumulé par les 500 plus gros propriétaires d'entreprises et leur famille entre 2003 et 2023 a été multiplié par 9,4 (soit une augmentation de + 840 % !).

Alors que la rentrée s'annonce catastrophique avec des milliers de classes supprimées, 2500 enseignants faisant défaut, des milliers de jeunes sans affectation, des établissements sans médecine scolaire, des personnels sans médecine du travail, des contractuels licenciés par centaines, des AESH sans statut et sous nombre pour accompagner tous les besoins, bref des conditions de travail dégradées

Pour notre département, le bilan de votre carte scolaire, Madame la DASEN, est lourd puisque 30 classes ont fermé (pour seulement 15 ouvertures) et trois écoles ont disparu. Le CSAD d'aujourd'hui est la 3^{ème} phase de la Carte Scolaire 2025. Les décisions que vous allez prendre aujourd'hui ne seront pas de nature à rendre ce triste bilan acceptable.

On le voit, le projet de budget de M. Bayrou confirme et amplifie toutes les politiques de destruction des services publics depuis des années qui sont un désastre pour les personnels comme pour la jeunesse.

Il serait totalement incongru de croire qu'il pourrait être amendable. Les récentes prises de parole du premier ministre confirment qu'il n'y a aucune négociation possible. Toutes nos revendications, à commencer par l'augmentation du point d'indice et l'abrogation de la réforme des retraites, sont totalement incompatibles avec ce budget et cette politique.

Pour notre organisation syndicale, l'appel au mouvement du 10 septembre, qui reprend beaucoup de nos revendications et recueille un large écho, est légitime tant le poids des annonces de M. Bayrou est scandaleux.

Nos revendications pour améliorer la situation des salariés sont pourtant simples :

- Non à l'économie de guerre !
- Augmentation des salaires : 10% tout de suite et ouverture de négociations pour rattraper les 30% perdus depuis l'an 2000.
- Suppression du jour de carence et de la décote de 10% de la rémunération des jours de congé maladie.
- Abrogation de la réforme Macron des retraites.
- Recrutement d'enseignants, création de postes de RASED, de postes d'enseignants spécialisés et de places dans les Établissements Médico-Sociaux pour répondre aux besoins.
- Recrutement d'AESH sous statut à hauteur des besoins et abandon des PIAL et des PAS.

Dans ce contexte, notre fédération, la **FNEC-FP F079**, et notre Union Départementale, l'**UD-F079**, appellent à organiser la grève dès le 10 septembre et à la reconduire jusqu'à l'abandon du plan d'austérité Bayrou-Macron.

Merci de votre attention